



16ème législature

Question N° : 15670	De M. Sébastien Chenu (Rassemblement National - Nord)	Question écrite
Ministère interrogé > Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique		Ministère attributaire > Industrie et énergie
Rubrique > outre-mer	Tête d'analyse >Sauvegarde de l'usine Koniambo Nickel SAS (KNS) en Nouvelle-Calédonie	Analyse > Sauvegarde de l'usine Koniambo Nickel SAS (KNS) en Nouvelle-Calédonie.
Question publiée au JO le : 27/02/2024 Date de changement d'attribution : 14/05/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Sébastien Chenu alerte M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique sur la situation critique de l'usine Koniambo Nickel SAS (KNS) en Nouvelle-Calédonie. Suite à la décision de Glencore de suspendre ses opérations et de vendre ses parts dans l'entreprise, 1 200 emplois locaux directs mais également des emplois indirects sont menacés. C'est près de 15 % des emplois privés en Province Nord qui risquent de disparaître en cas de mise en sommeil de l'usine KNS, un véritable choc pour l'économie locale et la stratégie industrielle française, notamment dans le cadre de la transition écologique. La Nouvelle-Calédonie, grâce à ses réserves de nickel, joue un rôle crucial dans la chaîne d'approvisionnement mondiale, notamment dans la production de batteries de nouvelle génération. Le nickel calédonien, reconnu pour sa haute pureté et son extraction respectueuse des normes environnementales et sociales, est essentiel pour les industries de pointe, y compris dans le cadre de la transition énergétique. L'importance stratégique de ce minerai a été soulignée par de grandes entreprises internationales telles que Tesla, qui s'engage à acheter une part significative de la production de nickel de la Nouvelle-Calédonie. Dans ce contexte, M. le député demande au Gouvernement d'assurer la sauvegarde des emplois locaux et le maintien de la production de nickel, une ressource stratégique pour la France et l'Union européenne dans leur transition écologique, mais aussi dans le soutien de la réindustrialisation de la France, notamment dans les Hauts-de-France qui aspirent à devenir la vallée européenne de la batterie électrique.